



Faculté Jean Monnet
Université Paris Sud

International Conference - Conférence Internationale
“ICTs & Inequalities : the digital divides”
“TIC & Inégalités : les fractures numériques”
Paris, Carré des Sciences
18-19 novembre 2004

Réseau techno-social et coopération dans la politique urbaine.

Auteur: Tamara Tania Cohen Egler¹
Institution: IPPUR/UFRJ
E-mail: tamaraegler@uol.com.br
Adresse pour correspondance:
Rua Lopes Quintas, 200, bl. 2, apt. 607
Rio de Janeiro RJ Brésil
Tél.: (55-21)2239 3594

RÉSUMÉ

L'objet de cette étude est liée à l'avènement des nouvelles technologies de communication et d'information et de leurs effets sur les processus spatiaux, et en particulier sur les politiques urbaines. Nous assistons actuellement à une transformation significative des processus spatiaux, représentés par une forme concrète invisible - matérialité fluide et architecture en réseau permettent des processus qui transforment les relations entre les nations, les villes et les personnes dans le monde. Cet espace est analogue à l'espace physique construit des villes et modifié, de ce fait, les relations économiques, politiques et sociales. La présente étude est centrée sur les réseaux techno-sociaux différents des formes antérieures de communication humaine. Les TIC rendent possibles des moyens de communication qui opèrent sur le mode de tous à tous et provoquent l'implantation d'un nouvel espace de communication humaine. Le but de la recherche proposée est d'examiner les potentialités et les limites de l'usage des réseaux, dans les formes alternatives de coopération, pour la réalisation de la gestion urbaine.

Mots-clés

Réseaux techno-sociaux - espace social - coopération - gestion urbaine

¹ *Architecte, Dr. en Sociologie, Prof. de l'Institut de Recherche et Plannification Urbaine et Régionale - Chercheuse du CNPq, Coordinatrice du Laboratoire Espace dans la Société d'Information IPPUR/UFRJ.*



La question abordée dans la présente étude est associée à la manifestation des formes d'interaction sociale et d'action collective dans le cyberspace. Nous partirons de la compréhension du fait que nous assistons, actuellement, à une transformation significative des processus spatiaux provenant d'une base technico-informatique et permettant la formation d'objets, de flux et d'actions propres à cette technologie. Ces espaces de technologie informatique, de forme concrète invisible, de matérialité fluide et d'architecture en réseau, permettent des processus qui modifient les relations entre les nations, les villes et les personnes dans le monde, ce qui rendra possible le processus de globalisation et d'articulation des villes en réseau. Le but de cette étude est d'examiner les possibilités apportées par les technologies d'information et de communication au développement des réseaux techno-sociaux, ayant comme instruments de nouvelles formes de coopération sociale pour la réalisation de la gestion urbaine.

L'importance de l'espace, en tant que catégorie analytique, doit être comprise du fait qu'il est de nature totalisatrice et de haute complexité. Ce qui signifie que c'est une catégorie abstraite, associée à la perception du monde réel dans ses multiples déterminants.

En poursuivant, nous nous apercevons que nous pouvons découper des éléments qui constituent l'espace et percevoir des dimensions objectives qui se réfèrent à des processus de nature visible, comme l'espace construit, et à des processus de nature invisible, comme l'espace social. Cette distinction est très importante car, dans la catégorie espace, nous trouverons des familles de concepts qui se réfèrent à leurs formes apparentes et construites ou à leurs formes transparentes et sociales.

Cette distinction est indiquée, en premier lieu, par Milton Santos quand son regard observe les relations de l'homme avec la nature et réalise comment les formes spatiales peuvent obéir à une abstraction qui reconnaît un système d'objets – flux de communication et d'actions. Les systèmes rationnels évoluent et changent, les relations sociales sont recrées parallèlement à l'évolution de la matérialité, et l'espace se transforme peu à peu. D'où l'importance, dans l'énoncé de cette théorie, des formes matérielles qu'il nomme les produits industriels des relations sociales recrées dans le cadre d'une transformation d'ordre technique (Santos, 1996).

En énonçant cette théorie, Milton Santos (1994) nous alerte sur le fait que l'espace est formé d'objets. Il faut cependant être prudent et observer que ce ne sont pas les objets qui déterminent les espaces, mais le contraire. Cet avertissement est important, parce que l'analyse spatiale y est déterminée par les facteurs sociaux, l'espace social est construit par l'action de l'homme dans son milieu géographique, au moyen de processus techniques produits par l'action sociale.

Cette distinction est très importante, car elle réunit, dans une même catégorie analytique, l'espace et les facteurs multiples qui le déterminent et rompt la barrière des disciplines qui ne prennent en compte que des formes matérielles bâties, des formes naturelles



géographiques ou des relations sociales, afin de replacer l'espace dans une catégorie complexe et multidisciplinaire qui concentre dans la même totalité l'espace géographique, architectonique et social.

On peut observer l'espace construit dans ses formes apparentes et matérielles, et on se réfère alors aux espaces architectoniques résultant d'un processus particulier de production, historiquement déterminé par une conception, par la technique de construction et par des formes propres d'organisation du travail. Sa création est le résultat de la relation entre les objets bâtis, de sa relation avec la dimension biologique de l'homme et aussi des formes d'organisation qui mettent en valeur sa disposition fonctionnelle et esthétique, matérielle et visible. Ce sont les espaces bâtis de la ville qui dépendent de processus particuliers de production et créent les conditions objectives à la production économique, à la circulation des marchandises et aux interactions sociales. L'espace construit est écrit dans les objets bâtis qui composent le processus d'urbanisation et on peut y identifier différents échelons d'ordre local, régional, national et global.

L'espace social concerne les relations sociales constituées entre les individus et la société, qui peuvent être de nature économique - relations sociales de production -, et les relations entre les groupes et leurs identités. L'espace social est celui qui est perçu entre les individus qui participent à un collectif; il est de nature immatérielle et se réfère aux liens des relations entre les individus et la société - le tissu social. La relation sociale est de nature communicative et est représentée par des fils invisibles qui forment la cohésion sociale; c'est la colle qui réunit les hommes dans un lieu commun. On peut lire différentes sphères du tissu social, dans lesquelles des collectifs particuliers sont réalisés, ayant pour champ d'action la production économique, l'organisation politique et la vie sociale.

La circulation des idées qui forme la cohésion sociale est de nature communicative. Les systèmes symboliques, comme les instruments de connaissance et de communication, exercent un pouvoir structurant parce qu'ils sont structurés (Bourdieu, 1998). L'alphabet est une structure structurante qui permet la communication écrite entre les membres d'un même groupe (Castells, 1999). Le système se constitue comme une construction de la réalité qui tend à établir un ordre gnoséologique qui donne un sens immédiat au monde social (Bourdieu, 1998). Il s'agit de construire une conception homogène du monde qui crée une entente entre les intelligences et permet la cohésion sociale. Les symboles constituent un instrument de l'intégration sociale, alors que les instruments de connaissance et de communication permettent le consensus du monde social et contribuent au maintien de l'ordre social.

Si nous allions la conscience du temps à la notion d'espace, nous pouvons parvenir à sa représentation à travers un faisceau lumineux horizontal que nous pouvons découper en parties et ouvrir les côtés pour trouver le sens de l'actualité, et où nous pouvons lire, sur les plans du temps, la tradition et l'innovation (Habermas, 1998). Cela signifie que le temps est



ce mouvement dans le faisceau lumineux qui réalise le processus ininterrompu de transformation qui mêle dans le présent des éléments du passé et du futur. Dans cette architecture analytique, nous pouvons décomposer notre objet spatial en formes construites et sociales qui se divisent en échelons sur le plan vertical - globale, nationale et locale - et sur le plan horizontal - économiques, politiques et sociales. Cela nous permet d'imaginer à une matrice spatio-temporelle dans laquelle nous allons trouver, à l'horizontale la ligne du temps, et à la verticale les cases des formations sociales. A chaque point de la matrice correspond une forme particulière de l'espace construit, social et symbolique. Par exemple, si nous observons l'espace d'une société agraire, nous nous apercevons qu'il est de prédominance naturelle; que la production est associée à l'agriculture, et que les relations sociales se réalisent selon les processus de culture dont les besoins sont historiquement déterminés. L'espace symbolique est fait essentiellement de son monde de besoins et de potentialités. Si nous observons la société industrielle, la question devient plus complexe, car le processus d'urbanisation, dérivé de l'industrialisation, modifie les formes de l'espace construit, social et symbolique.

Nous pouvons nous demander: quelles sont les transformations qui agissent sur les processus spatiaux sur la matrice spatio-temporelle de la société de l'information? La réponse exige une réflexion qui nous oblige à observer comment les nouvelles technologies d'information et de communication transforment l'espace. La cybernétique a une forme spatiale propre qui vient d'une base technologique de charges électriques qui permettent la multiactivité des champs; elle permet la formation d'un espace dérivé de cette technologie; et elle produit une forme spatiale analogue aux espaces urbains des cités industrielles.

Pour répondre à cette question, nous prendrons pour point de départ l'avènement des nouvelles technologies de communication permettant la formation d'un espace dont la forme comprend de multiples aspects: et permet la création d'un espace immatériel, à l'architecture en réseau infini, dont les connexions forment des centres où les réseaux se superposent à différents échelons (Egler, 2000). C'est la forme spatiale de la société de l'information et de la communication. Ce nouvel espace diffère des formes antérieures de communication humaine et transforme la base technique, donnant ainsi des formes d'interaction sociale aspatiales et atemporelles. (Santos, Milton, 1996). Il élimine les échelons géographiques, définit de nouvelles relations associées à de nouvelles connexions entre le local et le global et produit des formes d'urbanisation “translocale”, en unifiant les échelons (Randolph & Limonad, 2003).

La circulation de l'information et des idées change et transforme l'espace symbolique de la communication dans la mesure où elle ne dépend plus de la proximité physique entre les personnes, ce qui modifie complètement les conditions de localisation qui définissent la société industrielle. La technique du béton armé est remplacée par une technologie fluide de signaux électroniques qui permettent l'instantanéité des processus de communication. La



relation d'interaction change, car la relation communicative permet la connectivité entre un nombre infini de personnes participant à un même collectif.

Les premiers moyens de communication, tels que le télégraphe ou le téléphone, fonctionnaient sur le régime de un à un où chaque émetteur était relié à un récepteur. Puis la radio et la télévision, moyens de communication de masse, fonctionnent sur le régime de un à tous. Actuellement, les moyens de communication fonctionnent sur le régime de tous à tous, dans lequel n'importe quel point du réseau peut aussi bien être la destination que l'origine de l'information. Le résultat de ce système est l'implantation d'un nouvel espace de communication humaine: le cyberspace – domaine constitué par des entités et des actions purement informationnelles. Ce type d'espace est analogue à l'espace physique construit des villes où l'interconnectivité totale entre les êtres humains peut se faire indépendamment de l'espace géographique (Oliveira, 2002).

Dans le cyberspace, nous allons observer la production de nouveaux objets, flux et actions (Santos, 1996). Ces objets se forment en densités cognitives, puisqu'ils fonctionnent comme des prothèses de la pensée qui gèrent l'échange des informations. Il ne s'agit pas d'amplifier les actions dans l'espace, mais les processus dans le temps. Cela signifie que ce ne sont pas les corps qui se déplacent, mais les relations qui se densifient. Dans cet espace, les flux ne transportent pas les corps, mais les sens, l'appareil sensoriel des individus (Oliveira, 2002).

Cette nouvelle base technique qui permet des flux de communication atemporels et aterritoriaux engendre le cyberspace. On comprend qu'il ait été utilisé, en premier lieu, pour ses possibilités de coordination entre les activités économiques dans le processus de globalisation qui, en brisant les barrières des localisations, redéfinissent la décision de l'investissement capitaliste et du rôle de l'Etat. On a pu observer, dans ce processus, la fusion de l'économie et de la politique et la réinvention de formes de domination des nations les plus riches sur les plus pauvres (Hardt & Nigri, 2000).

L'essentiel de notre travail est de démontrer comment les nouvelles technologies constitue un nouvel espace qui crée, transforme et s'impose sur les formes antérieures de l'espace construit qui le précédait. Les nouvelles formes de connectivité nous permettent, à n'importe quel moment, de nous connecter à n'importe quelle personne ou à une banque de données. Cette multiplicité de chaînes rend également possible une nouvelle forme de collectivité, un nouveau tissu techno-social, un réseau d'individus en communication continue (Oliveira, 2002). Le centre de l'analyse proposée est d'examiner l'usage de la technologie dans la formation des réseaux sociaux pour observer et évaluer les possibilités techniques, en vue de la constitution de nouveaux espaces de vie collective.



Espace social

L'importance de cette étude est liée à la possibilité de créer une action sociale autonome, sa problématique étant inscrite dans le débat de l'action politique et de ses multiples implications sur le développement social. La réflexion part de la formation de l'espace social et de sa transformation en fonction des technologies de communication.

Nous pouvons commencer notre réflexion en essayant de comprendre ce qu'est l'espace social.

Lire le monde n'est pas une tâche facile. La compréhension du réel est un effort qui demande de nombreuses opérations mentales pour produire une pensée socialement partagée. C'est le sens de l'enquête, en sciences sociales, dans la recherche de l'interprétation de la réalité, où les théories qui tendent à s'approcher de ce réel, tout en sachant qu'il est hors d'atteinte, se présentent comme un terrain privilégié; et où le défi est d'appliquer un même mode de pensée à divers univers pour connaître la réalité. C'est pourquoi les travaux scientifiques diffèrent des travaux théoriques et n'exigent pas la contemplation, mais son application pratique. Bourdieu (1998)

L'une des choses les plus importantes dans la recherche scientifique est la construction de l'objet de la connaissance. A la lumière de cette compréhension, elle se forme par l'exercice de l'intelligence et de l'invention qui pénètre le réel et éloigne le dogmatisme de la théorie en elle-même. Dans cette énorme tâche pour comprendre le monde, Bourdieu (1998) nous avertit du fait que la construction d'un objet est un processus qui ne naît pas d'un seul coup. Comme une œuvre d'art, elle est faite et refaite, et de nombreux coups de pinceau sont nécessaires pour un travail de longue haleine, réalisé peu à peu.

Prenons en considération que la science sociale était, à l'époque moderne, liée à une compréhension du monde visant le social et ses objectifs économiques. Dans la théorie marxiste, cette relation peut être facilement reconnue dans les études sur l'essence du processus social qui montrent que la société est essentiellement le fruit de l'instance économique, soit l'interprétation du social réduite à la condition de la classe laborieuse. Considérons que cette compréhension était associée à la réalité du processus social de l'Angleterre industrialisée du XIXème siècle, de Karl Marx, quand il interprétait le monde en écrivant *Le Capital*.

La perception du social est lue au travail, à l'usine, dans les processus de domination du capital. Donc, le social dérive du mouvement d'accumulation du capital, théoriquement subordonné, car il est vu comme le collectif des travailleurs au service des intérêts de l'accumulation capitaliste. Nous connaissons bien ce texte de Engels sur l'habitat dont l'analyse remplit son rôle de reproduction de la force de travail, subordonnée aux conditions de l'accumulation du capital.



C'est Gramsci qui a organisé en système une science marxiste de l'action politique. Cette distinction est importante, car elle révèle et consolide une instance politique indépendante de l'économique. La société civile n'appartient pas au moment de la structure, mais à celui de la superstructure. Pour lui, la société civile ne contient pas seulement tout l'ensemble des relations matérielles, mais surtout tout l'ensemble des relations idéologico-culturelles; non plus toute la vie commerciale et industrielle, mais toute la vie spirituelle et intellectuelle. La société civile est la véritable source, le décor de toute l'histoire (Bobbio, 1999).

Dans cette conception analytique, la véritable force du système ne réside pas dans la violence de la classe dominante, ni dans le pouvoir coercitif de l'appareil d'Etat, mais dans l'acceptation, de la part des dominés, d'une conception du monde qui appartient aux dominés. La philosophie de la classe dominante traverse tout un tissu de vulgarisations complexes pour réapparaître comme un sens commun. Les classes dominantes conquièrent le consentement des classes dominées (Bobbio, 1999): ce consentement réside dans le pouvoir de la conscience qui conduit à une forme de pensée collective qui, à son tour, conduit à l'action sociale pour un objet d'action partagé. Le concept de société civile s'ouvre sur le concept d'hégémonie qui introduit, dans l'interprétation du monde social, l'importance de la culture et de l'ensemble des manifestations qui composent la superstructure et qui créent les formes de penser du social.

Dans l'histoire de la pensée politique, nous trouverons chez Hanna Arendt (1994 B) le concept de pouvoir qui nous permet de rapprocher l'essence de l'espace social. Dans cette théorie où “le pouvoir est la capacité que les hommes ont d'agir ensemble, ce qui requiert également le consensus de la plupart d'entre eux pour parvenir à l'action commune”, elle souligne l'importance de la formation de l'espace collectif pour produire une action commune vers un objectif partagé. Ce pouvoir de communication tisse les fils invisibles du tissu social, force motrice qui produit la cohésion sociale et se réalise par l'action communicative qui crée la même signification du monde. Ce qui forme le tissu social, ce sont les fils invisibles de communication par lesquels les idées circulent, constituant un collectif qui permet aux hommes de partager un même ensemble de valeurs et de croyances, en les réunissant dans un lieu commun.

Cette toile, construite au moyen du pouvoir de communication qui fait l'histoire des hommes, dessine le tissu social. Donc, l'action collective est associée à la possibilité de créer, d'emblée, une forme de pensée collective et partagée, et le pouvoir des sociétés se trouve exactement dans cette relation. La pensée qui donne le même sens au monde conduit à l'action sociale collective.

Pour avancer dans ce raisonnement, Arendt propose un modèle de théorie de l'espace public, qui est en relation avec les choses de l'intérêt collectif associé à l'importance du nous, du agir ensemble qui existe parmi les hommes et d'où naît le pouvoir. L'espace public est la



garantie de l'exercice de la parole et de la communication; le lieu où le collectif se réalise par la parole et la communication (Arendt, 1981). L'interprétation des textes de Arendt par Julia Kristeva (2002) éclaire notre compréhension. Selon Julia, “ La *polis* de Arendt est le lieu idéal pour l'action; ce n'est pas un lieu physique, comme la ville, mais une organisation du peuple qui vient du fait qu'on peut agir et parler ensemble et qui peut se manifester 'n'importe où et n'importe quand'; si j'apparais pour les autres comme les autres m'apparaissent. Lieu, donc d'intérêt, de l'entre-deux.”

La vie humaine qui entreprend de faire quelque chose, est associée au monde des hommes et non de l'homme en soi. L'espace physique n'existe pas sans l'espace social. Toute production sociale est la résultante de l'action collective et dépend d'une action constante entre les hommes. Toutes les activités humaines viennent d'une action discursive, lorsque le discours et l'action sont considérés comme une même catégorie analytique, c'est à dire “l'acte de la parole est l'action” (Arendt, 1981).

Selon le raisonnement arendtien, l'être politique, la vie dans une *polis* signifiait que tout était décidé au moyen de paroles et non par la force et la violence. “ L'homme est par nature politique, c'est à dire social” (Arendt, 1981). L'espace social naît donc de cette compréhension de l'exercice de la parole qui fait la vie politique dans l'espace public où les hommes forment l'espace social, à travers l'exercice de la parole.

La capacité d'organisation des hommes dans un espace d'action commune fait l'histoire des formations sociales et de l'occupation du territoire tout au long des processus historiques. Ce que nous voulons observer, c'est que la production et l'appropriation des formes spatiales proviennent de formes particulières de l'espace social qui est déterminé par la nature de l'action communicative. La communication symbolique entre les hommes produit des expériences propres de pouvoir qui se cristallisent au long des processus historiques, en expériences propres et créent des cultures et des identités collectives particulières.

Nous allons trouver, tout au long des processus historiques, diverses formes d'espace public. L'invention des nouvelles technologies de communication transforme les possibilités d'organisation de l'espace public et du pouvoir d'action commune; elles transforment les possibilités de réalisation d'échanges objectifs et subjectifs. C'est un nouvel espace de communication humaine qui crée et recrée les possibilités d'interaction sociale (Egler, 1998).

Le réseau internet permet de nouvelles formes de connectivité dans le monde entre les nations, les villes et les personnes, transforme les échanges objectifs et subjectifs, permet l'interaction entre les nations et rend possible la formation d'un espace social aterritorial et atemporel. Le défi de notre étude est exactement cette possibilité, celle de comprendre que la technique augmente la capacité humaine d'organisation et d'interaction favorisées par des



formes alternatives de connectivité qui définissent de nouvelles identités sociales. Reste à savoir si elle peut également apporter le bien-être social.

Réseaux de villes globalisées

Le réseau de villes globalisées provient de cet espace technologique qui permet l'interaction entre des fragments de villes et des flux de communication qui forment ce nouvel espace de matérialité fluide et d'architecture en réseau. La possibilité de participer à ce réseau conduit les gouvernements locaux à la réalisation de politiques urbaines capables de placer leur ville dans la compétitivité du système de globalisation.

Ce que nous pouvons alors observer, c'est la formation d'un réseau de corporations consacré au développement d'activités de tourisme qui dirigent hôtels, agences de voyage et loisirs, au bénéfice de la croissance du tourisme globalisé.

Le résultat de cette stratégie est la transformation de la fonction sociale de l'espace de vie, produit de l'histoire locale, par un autre espace produit de l'action de l'Etat et au bénéfice d'intérêts extérieurs au lieu. Cette transformation est dirigée dans le sens de remplacer tout ce qui représente la créativité des gens, au bénéfice d'une fonction sociale de l'espace mettant en valeur la représentation symbolique des élites de la globalisation. Cela nous mène à une redéfinition de la localisation de certains groupes sociaux, dans ce cas l'expropriation des pauvres qui habitent l'endroit, au bénéfice de touristes riches qui s'y rendent et passent, sans y laisser émotion ou histoire.

C'est alors une action qui a pour objectif de bannir tout ce qui est la vie quotidienne, tout ce qui existe grâce à une action de construction ininterrompue, désordonnée, imprévisible, résultat de l'action commune des habitants, de la transformation de leur espace de vie et de travail. Pour être remplacée par une action d'épuration de la créativité par un contrôle de la vie sociale et par la construction d'un espace contrôlé. C'est dans l'étude de Bauman (1999, 47) que nous allons trouver la clé pour l'analyse de ces relations “ qui impliquent une vie dans un espace parfaitement ordonné et dépourvu de tout hasard, libre de tout ce qui serait fortuit, accidentel et ambivalent”. L'objectif est de remplacer tout ce qui est le produit de la réalité locale par un projet scientifiquement contrôlé, capable de produire le bonheur pensé par des architectes d'ailleurs et pour des personnes étrangères à l'histoire de l'endroit. Ce qui implique un total rejet de l'histoire du lieu et de ses habitants, ainsi que la démolition de tous leurs vestiges. Il s'agit de nettoyer les espaces locaux de l'histoire qui fut à leur origine et d'inaugurer leur usage pour les plaisirs globalisés.

L'étude de Bauman (2004) révèle comment l'exécution de telles politiques et la tentative de rendre l'espace urbain logique, fonctionnel, esthétiquement élaboré, ont historiquement entraîné la désintégration des réseaux protecteurs tissés par les liens humains. C'est une



perception très importante, parce que la transformation de l'utilisation sociale de l'espace implique un mouvement de destruction des réseaux de solidarité sociale qui font partie de son histoire.

Les projets de transformation proposés par les politiques urbaines associées au réseau des villes globalisées conduiront certainement au démantèlement des liens de solidarité du tissu social. Ce qui signifie qu'actuellement les réseaux des villes sont utilisés pour transformer l'usage social de l'espace local au bénéfice des élites de la globalisation et, pour cette raison, éliminent tout ce qui représente l'histoire de l'endroit.

Ce que nous avons à proposer, c'est l'utilisation des réseaux techniques pour la formation de réseaux locaux ayant comme objectif la défense de la culture et de la vie quotidienne de l'endroit.

Potentialités pour la formation de réseaux techno-sociaux locaux.

Avant de former le concept des réseaux techno-sociaux, il importe de considérer les réseaux sociaux vus comme toute relation qui réunit un nombre de personnes considéré suffisant pour une activité de même objet d'action. Par exemple, une salle de classe a pour objet d'action de travailler sur un contenu particulier d'une discipline déterminée. Le mouvement social est un collectif qui a pour objectif, par exemple, d'atteindre la réponse à une demande située dans l'espace urbain. La ligne démonstrative est de comprendre les réseaux sociaux dans la vie urbaine et d'en analyser la transformation en médiation avec les réseaux techniques.

L'application des réseaux techno-sociaux a été exploitée par les corporations qui construisent le marché mondial, ainsi que par les institutions universitaires et les gouvernements qui inaugurent de nouvelles relations avec la société et nous conduit à l'utilisation de technologies de communication nommées 'e-learning', 'e-business' et 'e-gouvernement' – et nous pouvons observer l'utilisation des réseaux dans diverses sphères de l'ordre social. Notre question principale est “qu'est-ce qui change dans l'ordre des relations sociales par la médiation de la communication électronique?”.

Pour faire une recherche sur les réseaux techno-sociaux, nous devons reconnaître le lieu analytique qui observe l'importance de l'action sociale dans la prospérité des nations. Ce qui nous mobilise, c'est la possibilité de créer des collectifs autonomes capables d'agir dans une structure de gestion horizontale. La possibilité de coordonner des réseaux sociaux qui peuvent s'unir, dans le but d'un travail commun, est inhérent aux nouvelles technologies. La même nature des espaces de technologie informatique, logique numérique et architecture en réseau donne des possibilités d'union et d'organisation sociale que nous ne trouvons pas dans les espaces verticaux de la société industrielle. Il est clair que la constitution de réseaux sociaux autonomes peut se faire dans un espace d'intégration sociale qui ouvre des voies



pour la réalisation d'expériences qui, à leur tour, allient l'innovation technologique au développement social.

La formation de réseaux sociaux permet un espace de communication qui peut créer des collectifs sociaux d'action autonome. Les innovations technologiques permettent des structures d'organisation qui, dans cette architecture en réseau horizontal, peuvent réaliser des flux qui permettent la communication concomitante de nombreuses personnes participant à ces collectifs.

Notre objectif est de poser le problème de la possible formation de réseaux sociaux pour des politiques urbaines, ayant pour objectif de transformer les relations qui s'établissent entre des organisations gouvernementales, des entreprises privées, des institutions universitaires, pour constituer de nouvelles articulations plus flexibles et fluides. En fonction de la forme dont les réseaux techno-sociaux seront utilisés, ils pourront devenir un espace important pour la prospérité des nations. Nous pouvons penser à des communautés autonomes qui communiqueraient entre elles, à travers un processus d'auto-organisation (Habermas, 1998) transformant les relations entre l'espace public et l'espace privé et redéfinissant ainsi le rôle de l'Etat et de ses relations avec la société. Parce qu'à travers cette articulation sociale en réseau, on pourra trouver de nouvelles formes d'action sur le bien-être collectif.

Ce qui n'est pas encore clair, c'est comment nous pouvons constituer ces espaces d'autonomisation de la vie sociale.

Nous savons que ce processus en est à ses débuts et que les expériences dans cette direction sont ponctuelles et singulières, et qu'il n'existe pas encore une ample culture de formation de réseaux techno-sociaux qui puisse nous donner accès à des archives de connaissances et de méthodologies sur le thème. Pour l'instant, notre intention est de poser le problème de leur utilisation et d'en observer les difficultés et potentialités. C'est notre objectif d'étudier et de réfléchir sur les possibilités de son utilisation dans la gestion urbaine.

Réseaux techno-sociaux et coopération dans la gestion urbaine.

Les réseaux techno-sociaux, de par leur nouvelle possibilité de créer des collectifs plus autonomes, redéfinissent les relations entre l'Etat et la société. C'est cette base qui crée une nouvelle action politique et une nouvelle définition de l'espace public possible, celui-ci produit par une interaction sociale communicative permet de nouveaux formats pour l'action politique.

L'objectif de ce texte était de montrer que les réseaux techno-sociaux peuvent être utilisés dans le développement d'activités économiques produisant des politiques publiques et l'émancipation sociale. Son défi est d'innover et d'effectuer des expériences sur de nouveaux comportements, plus associatifs, plus flexibles et interactifs, pour avancer en



direction de l'avenir d'une société d'interaction social coopérative (CNPq, 2001). Cela signifie que nous pouvons identifier des réseaux techno-sociaux dans différents secteurs de l'action humaine: par exemple, dans l'action gouvernementale, dans les entreprises capitalistes, dans les universités, dans les organisations de défense de l'environnement, dans les mouvements sociaux urbains et agraires, pour l'articulation de ONGs e des rencontres sociales. Un nombre infini d'intérêts communs permet la formation de ces réseaux, entraînant de nouvelles formes de communication et produisant la transversalité entre les secteurs et les acteurs (Miège, 1994). L'essentiel de notre essai est de montrer comment cette nouvelle base technologique a, dans son essence, la possibilité de créer de nouvelles connexions qui permettent la création d'un espace social propre. Celui-ci, à son tour, redéfinit l'interaction entre gouvernement, entreprises, société et personnes, et la constitution d'un espace social qui rompt les frontières des secteurs et permet l'interaction de multiples agents en direction à un objectif d'action commune. On peut relier des acteurs qui sont traditionnellement séparés par les paradigmes de leur action.

L'intention est d'avancer dans un raisonnement qui nous permette de comprendre comment il est possible de créer un espace de médiation entre Etat, mouvements sociaux, universités et personnes. Cette réflexion nous paraît importante car nous considérons que les réseaux redéfinissent profondément les relations entre l'Etat et la société dans les politiques sociales, surtout urbaines.

Voici donc la base de notre travail: chercher à montrer que les réseaux techno-sociaux permettent des formes d'interaction et de coopération qui peuvent remplacer la logique des processus et des procédés de gestion de l'état et de la participation sociale, en transformant le rôle des acteurs politiques. Énoncé sous une autre forme: il ne s'agit pas d'utiliser les réseaux rien que pour reproduire des processus et des procédés de gestion de l'état et de subordination sociale. Ce processus est déjà en cours et nous avons observé l'usage des réseaux pour amplifier le contrôle de l'Etat sur la société, appelé gouvernement électronique. Ce que l'on veut faire prévaloir, c'est une compréhension par laquelle le réseau parviendrait vraiment à une participation des différents acteurs à la recherche de la démocratisation de la décision de la gestion urbaine.

Voilà la vraie question!

Notre raisonnement reprend: sous quelles les formes les nouvelles technologies sont-elles utilisées et au bénéfice de qui? A travers la création de nouvelles formes de planification, de transmission du savoir et de disponibilisation de l'information, il sera possible de créer un système d'interaction qui renove les stratégies traditionnelles de l'action politique, et qui ne pourra être atteint que si de nouvelles méthodes de travail sont créées pour élargir l'interlocution entre les différents acteurs qui composent le social.



Il faut socialiser l'accès à la base technique. Il faut promouvoir la diffusion de nouvelles utilisations possibles des technologies en faveur de la société, pour que de nouvelles formes de vie urbaine soient créées. Les processus d'inclusion sociale sont associés à la création de politiques qui donnent au social l'accès aux nouvelles technologies.

C'est pourquoi, il devient possible d'utiliser de nouveaux mécanismes de coopération entre les différents échelons du gouvernement, des entreprises, des institutions du savoir, des organisations sociales et les personnes, pour élargir les possibilités de développement social au moyen de politiques consacrées à la gestion urbaine.

Potentialités des nouvelles technologies

Et davantage encore, les nouvelles technologies sont un puissant instrument d'intégration sociale – la disponibilité d'outils qui transforment la communication sociale et permettent de nouveaux espaces de production économique, de constitution de collectivités d'échange, de formes de transmission du savoir, de consommation, d'action politique. D'où l'importance de la compréhension des nouveaux processus implicites dans les sciences sociales. Il ne s'agit pas seulement de reconnaître la perception, mais de faire surgir une conscience du fait qu'avec les nouvelles technologies de l'informatique, nous nous trouvons face à de nouvelles formes de constitution du social. Cette conscience est fondamentale, car il faut travailler pour découvrir quels sont les processus de transformation en cours qui transforment les relations entre l'Etat et la société.

Ces relations sont arbitrées par la présence d'une machine bureaucratique qui réalise cette médiation. Actuellement, nous disposons de nouveaux outils électroniques qui transforment les possibilités de cette interlocution. Il faut travailler pour rechercher de nouvelles utilisations des nouvelles technologies, avec l'aide de nouveaux outils électroniques, et qui soient adaptées aux politiques urbaines.

Il faut avancer dans le sens de transformations profondes dans la constitution du social. C'est pourquoi il est important d'orienter notre réflexion vers la dimension du processus social, pour faire en sorte que les technologies et l'innovation soient une ressource pour la vie de tous où l'Etat a aussi un rôle important à remplir. Il s'agit de reconnaître quels sont les processus et les procédés à observer pour utiliser les nouvelles technologies, afin de favoriser de nouvelles formes d'élaboration, de promotion et de réalisation de politiques de développement social. Nous sommes devant de nouvelles formes de création d'espaces sociaux, et par conséquent de société et d'individus, de collectif et d'espace public. Le défi est donc de penser aux potentialités de la communication qui se réalise à travers les réseaux digitaux et qui transforment la compréhension des manières de penser, de produire et de représenter le social à l'ère informationnelle.



Ce sont de nouvelles formes d'interaction entre Etat et Société qui provoquent une réflexion qui mène à cette possibilité de développer des politiques qui amplifient l'interlocution entre les membres de la société, la constitution de réseaux sociaux à support électronique.

La capacité d'acquérir, de traiter et de transmettre l'information, réalisée au moyen d'ordinateurs et de systèmes de communication électronique, transforme les possibilités de gouverner. L'usage intelligent des systèmes peut devenir un puissant instrument de compréhension, de documentation et de définition de l'action de l'état sur la gestion de l'espace urbain.

La technique nous permet d'identifier comment nous pouvons faire. Il ne s'agit pas seulement de disposer de nouvelles possibilités techniques d'action; il faut également savoir comment les utiliser. Cela nous prépare et nous défie à découvrir comment l'Etat pourrait avancer pour découvrir dans la technologie et l'innovation les potentialités du développement social. L'important est d'avancer pour reconnaître les possibilités d'intégration du gouvernement, des communautés, des institutions du savoir, d'entreprises et d'individus pour former un espace de communication sociale qui permettra l'émancipation dans le sens de la défense des intérêts collectifs dans la vie urbaine.

Bibliographie

- ARENDDT, Hanna. A condição humana. São Paulo: Rio de Forense Universitária, Salamandra, Editora da Universidade de São Paulo, 1981.
- . A dignidade da política. Rio de Janeiro: Relumê Dumara, 1994.
- . Sobre a Violência. Rio de Janeiro: Relumê Dumara, 1994
- BOBBIO, Norberto. Gramsci e o conceito de sociedade civil. São Paulo: Paz e terra, 1999.
- . Existe uma doutrina Marxista do Estado?, in BOBBIO, Norberto. Marxismo e o Estado. Graal, 1981.
- BOURDIEU, Pierre. O poder simbólico. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 1998.
- BAUMAN, ZIGMUNT. Amor Líquido: sobre fragilidade dos laços humanos . Rio de Janeiro, Zahar, 2004.
- CARNOY, Martin. Estado e teoria política. Campinas, SP: Papyrus, 1986.
- CASTELLS, Manuel. A sociedade em rede. São Paulo: Paz e Terra, 1999.
- EGLER, Tamara Tania Cohen. Ciberespaço: as novas formas da interação social. Sociedade e Estado. Volume XIII, número 1, Departamento de Sociologia UNB, 1998. C
- . A Imagem do Espaço Numérico, em Anais do IV SIGRADI - Construindo o Espaço Digital. Rio de Janeiro, setembro de 2000.



Faculté Jean Monnet
Université Paris Sud

International Conference - Conférence Internationale
“ICTs & Inequalities : the digital divides”
“TIC & Inégalités : les fractures numériques”
Paris, Carré des Sciences
18-19 novembre 2004

- . Espaço e coesão social, in BARRENECHEA, Miguel Angel & GONDAR, J. Memória e espaço: trilhas do contemporâneo. Rio de Janeiro: Sete Letras, 2003.
- HABERMAS, Jurgen. Direito e democracia. Entre facticidade e validade. Tomo I, 1998.
- HAMILTON, Susana. Sociedade do Conhecimento, emancipação e dominação: o caso do projeto Nordeste de Pós-Graduação e Pesquisa. IPPUR/UFRJ, julho de 2001.
- HARDT, Michel & NEGRI, Antonio. Império. Rio de Janeiro: Record, 2001
- KRISTEVA, Julia. O Gênio Feminino. A vida, a loucura, as palavras. Tomo I, Hanna Arendt. Rio de Janeiro: Rocco, 2002.
- LIMONAD, Ester & RANDOLPH, Rainer. Cidade e lugar. Sua representação e apropriação ideológica. Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais, 2001. Associação Nacional de Pós-graduação em Planejamento Urbano e Regional.
- MIÈGE, B. La pensée communicationnelle. Grenoble: Presse Universitaires de Grenoble, 1995.
- OLIVEIRA, L. A. Valores deslizantes: esboço de um ensaio sobre técnica e poder, in NOVAES, A.: 2002, O avesso da liberdade, Schwarcz, Brasil.
- SANTOS, Milton. A natureza do espaço: técnica e tempo, razão e emoção. São Paulo: HUCITEC, 1996.
- . Técnica, Espaço e tempo. Globalização e meio técnico científico. São Paulo: Editora Afilhada, 1994.